



**PRÉFET
D'INDRE-
ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
25 rue des Ailes
ZA les Papillons
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 27/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

OREP PACKAGING

ZI de Vauzelle
37600 Loches

Références : 2024 / 505 - VAT20240323
Code AIOT : 0010000711

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/06/2024 dans l'établissement OREP PACKAGING implanté ZI de Vauzelle 37600 Loches. L'inspection a été annoncée le 22/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- OREP PACKAGING
- ZI de Vauzelle 37600 Loches
- Code AIOT : 0010000711
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société OREP PACKAGING est spécialisée dans l'impression sur films plastiques, soit par

héliogravure (impression en creux) soit par flexographie (impression en relief). Elle dispose de 3 unités d'impression par héliogravure et de 3 unités d'impression par flexographie.

Le principe de la flexographie consiste à utiliser un cliché en polymère sur un cylindre préalablement encré, en contact par rotation avec le support à imprimer. Le principe de l'héliogravure consiste quant à lui à utiliser un cylindre gravé qui est trempé dans un encrier ; les alvéoles du cylindre sont alors remplies d'encre qu'elles viennent apposer sur le support à imprimer. Les encres utilisées sont soit des encres solvantées soit des encres aqueuses.

L'établissement dispose également de 4 installations de nettoyage : 3 installations fonctionnant avec des solvants organiques (acétate d'éthyle et « polywash ») dédiées aux lignes d'impression et au nettoyage des clichés, et une machine de nettoyage des cylindres de transfert d'encre, fonctionnant par projection de micro-billes de silice dans une cabine de nettoyage fermée.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN24 Air COV

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Installations de sprinklage (vérification et entretien)	Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 8.1.3.3.7	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	60 jours
4	Vérification et entretien des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 7.3.3	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	60 jours
14	Conditions de stockage (rétentions)	Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 7.6.3.	/	Demande d'action corrective	60 jours
15	Circulation / Voie pompiers	Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 7.3.1	/	Demande d'action corrective	60 jours
16	Clôture de l'établissement / Accès	Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 7.3.1	/	Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Modification des installations	Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 1.6.1	Susceptible de suites	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Prévention incidents et accidents/Exercices	Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 7.1	Susceptible de suites	Sans objet
5	Exutoire de fumées	Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 7.3.2.3	Susceptible de suites	Sans objet
6	Incidents ou accidents - déclaration et rapport	Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 2.5.1.	/	Sans objet
7	Etat des stocks des préparations dangereuses	Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 7.2.1, 8.1.1.2.4 et 8.2.4	/	Sans objet
8	Rejets à l'atmosphère/captation	Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 3.2.1	/	Sans objet
9	Rejets à l'atmosphère/Autosurveillance (fréquence)	Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 9.2.1.	/	Sans objet
10	Rejets à l'atmosphère/Concentrations	Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 3.2.5.	/	Sans objet
11	Rejets à l'atmosphère/Flux	Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 3.2.6.	/	Sans objet
12	Oxydateur thermique/Entretien	Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 3.1.1.	/	Sans objet
13	Plan de gestion de solvants (PGS)	Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 3.2.4.3.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats effectués lors de cette inspection sont repris dans le tableau ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installations de sprinklage (vérification et entretien)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 8.1.3.3.7

Thème(s) : Risques accidentels, Installations de sprinklage (vérification et entretien)

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/10/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 06/01/2024

Prescription contrôlée :

Les moyens d'intervention constituant le système de défense incendie de l'établissement sont régulièrement contrôlés et entretenus pour garantir leur fonctionnement en toutes circonstances.

Constats :

Constat du 12/10/2023 : La vérification semestrielle des installations de sprinklage montre des non-conformités susceptibles de mettre en échec le système de sprinklage sur certains stockages sur racks.

Réponse de l'exploitant par correspondance du 22 décembre 2023 : Une réimplantation du stockage des matières premières est prévue courant 2024 concernant la création de cheminée conforme entre les racks de stockage ; la hauteur de stockage de bobine de film plastiques fluctue en fonction de l'activité ; afin de réduire la classe de risque et d'augmenter la hauteur de stockage, les palettes en plastique doivent être remplacées par des palette en bois.

Constat du 18/06/2024 :

La dernière vérification semestrielle des installations de sprinklage a été réalisée par la société TYCO en avril 2024. Le rapport établi consécutivement par la société TYCO n'a pas encore été adressé à l'exploitant.

La précédente vérification semestrielle a été réalisée le 5 octobre 2023. Cinq points de non conformité en sont ressortis, dont trois récurrentes.

Deux ont été soldés par la mise en place des actions nécessaires :

- Les essais hebdomadaires permettant de justifier le bon fonctionnement de l'installation ont été rétablis depuis le 5 octobre 2023. Cette vérification est consignée dans un registre dédié.
- Le liner associée à la source B a été remplacé le 2 novembre 2023.

Un point de non conformité fait l'objet d'une action qui sera initiée en juillet 2024 et dont la finalisation sera effective courant 2025 :

- Les cheminées entre les racks insuffisamment dégagées et devant présenter un espace minimum de 15 cm entre deux palettes sur toute la hauteur de cheminée seront reconfigurées selon le calendrier ci-dessus (pour précision, 4000 palettes doivent être déplacées, cette opération ne peut se faire qu'en plusieurs étapes).

Deux autres points de non conformités restent non soldés et sans solution évidente à ce jour :

- le stockage sur rack de films plastiques se fait sur une hauteur de 4 m alors qu'il devrait être limité à 2,20 m.
- un autre stockage de matière première du magasin fourniture s'avère trop élevé alors qu'il ne doit pas dépasser 3,20 m.

L'exploitant a indiqué avoir déjà réduit les hauteurs de stockage par le passé et ne pas bénéficier

<p>à ce jour de volume de stockage disponible permettant de diminuer plus encore la hauteur de ces stockages. Il a néanmoins indiqué étudier la possibilité de procéder à la construction d'une extension au bâtiment de stockage existant de façon à créer les volumes nécessaires.</p> <p>=> Trois points de non-conformité des installations de sprinklage doivent encore faire l'objet d'actions correctives.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 2 : Modification des installations

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 1.6.1</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Modification des installations</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/10/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>ARTICLE 1.6.1 - PORTER À CONNAISSANCE</p> <p>Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constat du 12/10/2023</u> : L'exploitant n'a pas adressé de porter à connaissance au préfet l'informant de l'augmentation du volume de stockage de diisocyanate de diphénylméthane (MDI) avec tous les éléments d'appréciation nécessaires.</p> <p><u>Réponse de l'exploitant par correspondance du 22/12/2023</u> : L'exploitant a adressé un "porter à connaissance" au préfet le 12 décembre 2023 sur l'évolution du volume de stockage du diisocyanate de diphénylméthane.</p> <p><u>Constats du 18/06/2024</u> :</p> <p>Au travers de son "porter à connaissance", l'exploitant indique notamment vouloir porter son volume de stockage de diisocyanate de diphénylméthane (colle de complexage) de 4,4 tonnes à 18 tonnes.</p> <p>La rubrique ICPE n° 1158 sous laquelle le diisocyanate de diphénylméthane était précédemment classé a été supprimée le 1er juin 2015 par décret n°2014-285 du 3 mars 2014 sans reclassement au</p>

sein des rubriques 4000 nouvellement créées.

Selon la réglementation REACH, le diisocyanate de diphénylméthane (MDI) est néanmoins soumis à restriction pour la vente au grand public avec des dispositions de protection et d'étiquetage spécifiques pour les produits contenant plus de 0,1 % de MDI.

L'exploitant indique assurer le stockage de diisocyanate de diphénylméthane en GRV de 1000 litres sur rétention, avec l'identification requise.

=>L'exploitant respectant les conditions minimales de stockage et d'identification de ces produits, la non conformité observée précédemment est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Prévention incidents et accidents/Exercices

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 7.1

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention incidents et accidents/Exercices

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/10/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

CHAPITRE 7.1 - PRINCIPES DIRECTEURS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

Constats :

Constat du 12/10/2023 : L'exploitant ne réalise pas d'exercice accident/incident à une fréquence minimale satisfaisante permettant de mettre en oeuvre les procédures d'évacuation du personnel et d'intervention en cas de sinistre.

Réponse de l'exploitant par correspondance du 22/12/2023 : Un exercice d'évacuation a été réalisé le 21/10/2023 (équipe week-end)

Constats du 18/06/2024 :

Des exercices simples d'évacuation sont organisés régulièrement en alternance avec des exercices plus complets avec scénarios d'accident, pour s'assurer de la bonne connaissance et de la bonne application des procédures d'évacuation, mise en sécurité des installations et premières interventions, le retour d'expérience permettant éventuellement d'améliorer ces procédures et les pratiques.

L'exercice effectué le 21 décembre 2021 a simplement consisté à mettre en oeuvre la procédure d'évacuation du personnel sur déclenchement de l'alarme.

L'exercice réalisé le 11 janvier 2022 a en revanche consisté à faire évacuer le personnel et à rechercher les causes de son déclenchement, le scénario engagé étant celui d'un renversement accidentel d'acétate d'éthyle. La chaîne de déclenchement de l'alerte (capteur d'ambiance

renvoyant une alarme sur le tableau électrique avec information automatique de la société de télésurveillance BOSCH SECURITY SYSTEMS suivi de l'évacuation du personnel et d'une levée de doute ayant permis l'intervention sur site).

L'exercice réalisé le 21 octobre 2023 a consisté à procéder à l'évacuation des équipes de weekend sur déclenchement d'alarme.

Le registre de sécurité est aujourd'hui correctement renseigné et mentionne la réalisation de ces exercices. L'exploitant a indiqué que ces exercices seront dorénavant réalisés à une fréquence annuelle, avec ponctuellement, engagement d'un scénario spécifique.

=> Ces éléments n'appellent de remarque particulière de la part de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Vérification et entretien des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 7.3.3

Thème(s) : Risques accidentels, Vérification et entretien des installations électriques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/10/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.

Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée à une périodicité annuelle par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

Constats :

Constat du 12/10/2023 : Deux anomalies électriques génèrent un risque d'incendie (présence de poussières au niveau d'armoires électriques).

Réponse de l'exploitant par correspondance du 22/12/2023 : Les travaux de nettoyage des armoires électriques seront réalisés le 29/12/2023 par la société HERVE THERMIQUE.

Constats du 18/06/2024 :

Les installations électriques de l'établissement ont fait l'objet de vérifications par l'APAVE du 26 au 29 septembre 2023. Ces vérifications sont renouvelées automatiquement annuellement.

Le certificat Q18 établi consécutivement à ce contrôle le 23 octobre 2023 identifie des anomalies générant un risque d'incendie et d'explosion de par la présence de poussières au sein des armoires électriques du bâtiment de production, soit 5 armoires électriques.

L'exploitant a indiqué que la société HERVE THERMIQUE, en fin d'année dernière, a provoqué un court-circuit interrompant son intervention. aujourd'hui, deux armoires électriques restent à nettoyer.

L'exploitant a indiqué que ces anomalies nécessitant une coupure générale de l'alimentation

feraient l'objet d'actions correctives durant la période de fermeture de l'établissement durant la période estivale.

L'exploitant a également justifié de la réalisation d'un examen thermographique des installations électriques, réalisé par la société SEFI le 9 janvier 2024, avec une anomalie concernant un télerupteur qui a été remplacé le 10 janvier 2024.

=> Des anomalies électriques génèrent un risque d'incendie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 5 : Exutoire de fumées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 7.3.2.3

Thème(s) : Risques accidentels, Exutoire de fumées

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/10/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Les locaux sont équipés en partie haute d'exutoires de fumée, gaz de combustion et chaleur dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Ces dispositifs doivent être à commande automatique et manuelle et leur surface ne doit pas être inférieure à 2 % de la surface géométrique de la couverture.

Constats :

Constat du 12/10/2024 : Deux exutoires de fumées doivent faire l'objet d'actions correctives en vue de leur mise à niveau.

Réponse de l'exploitant par correspondance du 22/12/2023 : Les travaux sont planifiés pour le 23/01/2024.

Constats du 18/06/2024 :

L'établissement est équipé d'exutoires de fumées dont la surface totale est supérieurs à 2 % de la surface géométrique de couverture des bâtiments. Ces dispositifs sont effectivement à commande automatique et manuelle. Ils ont tous été vérifiés par l'intermédiaire de deux vérifications réalisées respectivement par la société CHUBB le 17 novembre 2022 et la société KINGSPAN le 17 mai 2023.

Les deux anomalies ressorties de ces contrôles ont fait l'objet d'un devis de la société KINGSPAN

dont l'intervention a été validée le 7 septembre 2023. Les travaux attendus ont été exécutés le 19 mars 2024 par la société KINGSPAN. La facture justifiant cette intervention a été consultée. La prochaine vérification de la société KINGSPAN est planifiée le 1er juillet 2024.
=> Ces éléments n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Incidents ou accidents - déclaration et rapport

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 2.5.1.

Thème(s) : Autre, Incidents ou accidents - déclaration et rapport

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Constats :

Le 25 décembre 2023, le système de sprinklage à mousse s'est déclenché de manière intempestive au niveau des trois citernes de stockage extérieures d'acétate d'éthyle, d'alcool éthylique, et de solvants usagés. Cet évènement a eu pour conséquence d'engendrer un débordement de la mousse générée par le système de sprinklage en dehors de la capacité de rétention associée à ces trois stockages. La mousse est notamment sortie des limites de propriété de l'établissement jusqu'à trouver refuge au sein du fossé situé en bordure de la voie desservant la zone d'activité.

Le système de sprinklage est alimenté en air par l'intermédiaire de deux compresseurs, le second venant en secours du 1er (ce dernier ne s'est pas actionné).

Le disjoncteur associé au 1er compresseur est à l'origine de cet incident, ce dernier s'étant enclenché abusivement, a priori du fait d'un sous-dimensionnement causé par le remplacement du compresseur en 2020 (plus puissant que le précédent).

L'arrêt du fonctionnement du compresseur a déclenché le fonctionnement du système de sprinklage. 30 000 litres de mousses se sont répandus au niveau de la capacité de rétention des trois citernes extérieures.

Les pompiers sont intervenus pour constater l'absence d'incendie.

A la demande de l'inspection, l'exploitant a fait réaliser des prélèvements et analyses de la mousse issue du sprinklage (analyses du 9 janvier 2024). Les analyses effectuées par le laboratoire IANESCO ont révélé la présence de per-ou-polyfluoroalkylés (PFAS) à des concentrations pouvant atteindre 50 µg/l (le plus souvent sous les seuils de détection, soit pour 21 des 26 PFAS recherchés) ainsi que d'AOF dont la concentration a été au plus de 440 µg/l lors du 1er dosage. Par conséquent, l'exploitant a fait intervenir la société PROTEC pour que soit pompée la quasi-totalité de la mousse en présence et qu'elle soit éliminée via un prestataire régulièrement autorisé pour ce faire. La société ATHALYS a notamment assuré le traitement R3 des 29,16 tonnes de mousse récupérée. Le bordereau de prise en charge et d'élimination a été consulté.

<p>A noter que l'établissement comporte deux réseaux de sprinklage distincts :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un pour les encres (l'essentiel de l'établissement), resté actif, • un pour les trois citernes extérieures, rendu inopérant du fait de son déclenchement intempestif. <p>De cet évènement et de l'analyse qu'il en a faite, l'exploitant a conclu à la nécessité d'engager les actions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le disjoncteur sous-dimensionné a été remplacé par un disjoncteur adapté, • une cuve à air de 2000 litres permettant de sécuriser le système a été introduite sur le réseau de sprinklage, • une double alimentation en air du réseau de sprinklage est dorénavant réalisée, soit par 3 gros compresseurs (réseau général de l'établissement), soit par 2 petits compresseurs dédiés au sprinklage, • des essais de fonctionnement des compresseurs selon une procédure rédigée sont dorénavant réalisés de manière hebdomadaire avec enregistrement des essais au sein d'un tableau dédié, • le plan du sprinklage et des dispositifs associés a été déplacé au niveau de l'accueil de l'établissement pour en faciliter la prise de connaissance lors d'un sinistre. <p>Par courriel du 5 janvier 2024, l'exploitant a par ailleurs adressé à l'inspection la fiche de notification d'accident/incident BARPI comportant l'ensemble des éléments d'information relatif à cet évènement.</p> <p>=> L'inspection n'a pas de remarque particulière à formuler au regard des éléments de contexte de cet incident et des actions engagées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Etat des stocks des préparations dangereuses

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 7.2.1, 8.1.1.2.4 et 8.2.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks des préparations dangereuses</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 7.2.1 de l'AP du 13 janvier 2014 [...] L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses susceptibles d'être présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenue à jour.[...]</p> <p>Article 8.1.1.2.4 de l'AP du 13 janvier 2014 L'exploitant tient un inventaire des stocks par réservoir. Cet inventaire est réalisé tous les jours, après le dernier transfert de liquides de la journée en cas de fonctionnement discontinu des installations.[...]</p> <p>Article 8.2.4 de l'AP du 13 janvier 2014 L'exploitant tient à jour un état indiquant la quantité de diisocyanate de diphenylméthane (MDI) stockée.[...]</p>
<p>Constats :</p>

L'exploitant tient à jour un registre indiquant précisément l'état des stocks des produits présents au sein de l'installation. Notamment, l'état des stocks présenté fait apparaître la présence des volumes et quantités suivantes :

Catégorie	Quantité autorisée	Quantité présente le 18 juin 2024
Acétate d'éthyle	38 m ³	9,88 m ³
Alcool éthylique (éthanol)	30 m ³	16,08 m ³
Solvants usagés de nettoyage	30 m ³	0 m ³
Encres	50 T	47,8 T
Solvants divers	1 m ³	0,12 m ³
MDI	/	16 T

L'état des stocks est correctement tenu à jour. Il convient de noter que les solvants usagés venaient de faire l'objet d'un enlèvement (le matin de l'inspection), ce qui explique le volume de stockage à 0 m³ (enlèvement environ une fois par mois).

=> Ces éléments n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Rejets à l'atmosphère/captation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 3.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets à l'atmosphère/captation

Prescription contrôlée :

Les rejets à l'atmosphère sont dans toute la mesure du possible collectés et évacués, après traitement éventuel.

Constats :

L'exploitant a déclaré que les installations d'impression et de nettoyage (3 unités d'héliogravure, 3 unités de flexographie, 2 installations de nettoyage hélio, 2 machines de nettoyage des clichés et des cylindres), à l'origine d'émissions atmosphériques, sont munies d'extracteurs d'air, le collecteur installé en toiture dirigeant ensuite les rejets atmosphériques vers l'incinérateur. Ces éléments ont été vérifiés in situ.

Le raccordement des évacuations de l'atelier de "dosing" à l'incinérateur a été étudié. Néanmoins, l'exploitant n'a, à ce jour, pas trouvé de solutions techniques permettant d'atteindre cet objectif à un coût raisonnable au vu de la configuration des installations et gain environnemental associé. Par ailleurs, les teneurs en concentrations et en flux des rejets ne justifient pas ce raccordement (campagne de mesures à l'appui).

L'incinérateur se compose de deux brûleurs et de trois chambres de combustion (dont 2 de délestage). Il fonctionne en autothermie, ne nécessitant qu'un préchauffage pour la mise en route, la température moyenne des chambres étant de 800 °C (806° le jour de l'inspection).

=> Ces éléments n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Rejets à l'atmosphère/Autosurveillance (fréquence)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 9.2.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets à l'atmosphère/Autosurveillance (fréquence)
Prescription contrôlée : Les émissions atmosphériques font l'objet d'une auto-surveillance à une fréquence : <ul style="list-style-type: none"> • annuelle pour les paramètres suivants : CH₄, NO_x, CO, • semestrielles pour les COVt
Constats : L'exploitant a présenté les 3 derniers rapports de campagnes d'analyses de rejets atmosphériques réalisées sur le site. Ces campagnes d'analyses ont respectivement été réalisées par l'APAVE le 6 juillet 2023, le 24 octobre 2023 et le 24 avril 2024. Les fréquences d'autosurveillance des différents paramètres concernés sont respectées. => L'inspection n'a pas de remarque particulière à formuler.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Rejets à l'atmosphère/Concentrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 3.2.5.
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets à l'atmosphère/Concentrations
Prescription contrôlée : Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). Les valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques sont les suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • COV totaux exprimés en carbone total : 20 mg/Nm³ (1), • NO_x exprimés en équivalent NO₂ : 100 mg/Nm³, • CH₄ : 50 mg/Nm³, • CO: 100 mg/Nm³. <p>(1) La teneur en oxygène de référence pour la vérification de la conformité aux valeurs limites d'émission est celle mesurée dans les effluents en sortie d'équipement d'oxydation.</p> <p>Le flux annuel des émissions diffuses de COV de l'ensemble des installations ne doit pas dépasser 20 % de la quantité de solvants utilisée pour l'ensemble des installations. Le résidu de solvant dans le produit fini n'est pas considéré comme faisant partie des émission diffuses.</p>
Constats : La société OREP PACKAGING a fait l'objet, par le passé, de dépassements en monoxyde de carbone (notamment 215 mg/Nm ³ en novembre 2020). L'expertise diligentée consécutivement

<p>par l'exploitant a fait valoir que cette anomalie provenait des têtes de brûleur de l'incinérateur dont le remplacement a été effectué le 6 janvier 2022 par la société MEP. Les têtes de brûleur de l'incinérateur sont remplacées tous les trois ans.</p> <p>Depuis, les résultats d'analyses sont, pour les trois dernières analyses, consultées par ailleurs, en tout point conformes, en concentration, pour les différents paramètres à analyser.</p> <p>=> Ces éléments n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Rejets à l'atmosphère/Flux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 3.2.6.
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets à l'atmosphère/Flux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les flux de polluants rejetés à l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • COV totaux exprimés en carbone total : 1,14 kg/h, • NOx exprimés en équivalent NO2 : 5,7 kg/h, • CH4 : 2,85 kg/h, • CO: 5,7 kg/h.
<p>Constats :</p> <p>Sur les 3 dernières campagnes d'analyses réalisées mentionnées aux points de contrôles précédents, aucun dépassement n'a été observé en flux concernant l'ensemble des paramètres concernés.</p> <p>=> Ces éléments n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Oxydateur thermique/Entretien

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 3.1.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Oxydateur thermique/Entretien
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>l'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'oxydateur thermique fait l'objet d'un entretien semestriel réalisé pendant les périodes de fermetures, par la société MEP. Le dernier entretien a notamment été réalisé le 28 décembre 2023. Les tubes-flammes sont par ailleurs remplacés tous les trois ans.</p> <p>La société OREP PACKAGING profite de ces interventions pour assurer sur l'incinérateur des vérifications et opérations de maintenance internes.</p> <p>=> Ces éléments n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Plan de gestion de solvants (PGS)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 3.2.4.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion de solvants (PGS)
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un plan de gestion de solvants (PGS), mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. L'exploitant transmet le plan de gestion des solvants annuellement, avant le 31 mars de l'année n+1 pour les émissions de l'année n, à l'inspection des installations classées et l'informe de ses actions visant à réduire sa consommation de solvants. Les masses mises en œuvre dans le PGS sont exprimées en tonnes de solvants et non en équivalent carbone.
Constats : Le PGS 2023, dont le dernier exemplaire a été présenté à l'inspection des installations classées le jour de l'inspection, a fait l'objet d'un examen approfondi au cours de la visite. Comme il se doit, le PGS étudié établit le bilan matière des entrées et des sorties des solvants organiques sur l'ensemble des installations consommatrices de ces solvants et évalue les émissions totales canalisées et diffuses de COV. La consommation de solvants de l'établissement OREP PACKAGING , en augmentation constante entre 2011 et 2018 (passage de 1643 tonnes de solvants consommés en 2011 à 1930 tonnes en 2018), est globalement en diminution depuis 2019 (1910 tonnes en 2019, 1775 tonnes en 2020, 1762 tonnes en 2021, 1621 tonnes en 2022, 1635 tonnes en 2023). Pour rappel, les émissions atmosphériques totales de COV issues du fonctionnement des installations prises en compte dans le dossier de demande d'autorisation ayant abouti à l'AP d'autorisation du 13 janvier 2014 se montaient à 501,5 tonnes pour 164,9 tonnes de rejets diffus représentant 14,6 % de la quantité de solvants utilisée pour l'ensemble des installations. Il convient de noter que les émissions atmosphériques totales de composés organiques volatils issues du fonctionnement des installations font également l'objet d'une diminution significative au fil des années consécutivement aux différentes actions engagées en ce sens par l'exploitant : 200,9 tonnes en 2014, 148,4 tonnes en 2016, 122,1 tonnes en 2018, 104,4 tonnes en 2020, 107,9 tonnes en 2022, 108,5 tonnes en 2023 . La part des émissions diffuses de COV se monte par ailleurs à moins de 10 % de la quantité de solvants utilisée pour l'ensemble des installations. Elle a été en constante diminution jusqu'en 2018 puis s'est stabilisé par la suite (10,90 % sur l'année 2014, 7,8 % sur l'année 2016, 6,17 % en 2018, 5,55 % en 2020, 6,33 % en 2022, 6,31 % en 2023). Ces résultats sont conformes au seuil réglementaire des émissions diffuses à ne pas dépasser fixé à 20 % de la quantité de solvants utilisée pour l'ensemble des installations (cf dispositions de l'article 3.2.5 de l'AP du 13 janvier 2014). Ce document comporte bien, par ailleurs, un chapitre traçant précisément les actions engagées par le passé et les axes de réflexion en cours permettant de réduire ou supprimer l'émission des solvants consommés : <ul style="list-style-type: none">• Ces dernières années, cinq nouveaux équipements ont été raccordés à l'épurateur thermique en place sur le site, à savoir :<ul style="list-style-type: none">- 3 unités de nettoyage des équipements des lignes d'impression par héliogravures n° 1, n° 2, et n° 3,- une complexeuse mise en service en 2014 (DCM, type LAMINASTAR 2 COMBI),

<p>- une machine d'impression par héliogravure (COMXI F4) en remplacement d'une machine d'impression par flexographie (F8), par ailleurs totalement fermée et donc sans émission de solvants diffus,</p> <ul style="list-style-type: none"> • une installation dite de « dosing » des encres mise en service en 2017 dans le magasin de stockage des encres et vernis (investissement d'environ 675 000 euros) permettant d'optimiser la gestion des encres neuves et de récupération en préparant les encres prêtes à l'emploi in situ, et réduire ainsi les quantités mises en œuvre, • des améliorations ont été apportées dans la collecte des déchets solvantés, limitant les rejets diffus, • l'entretien des machines d'impression, des machines à laver, de l'épurateur thermique et le remplacements de pièces diverses a conduit entre 2019 et 2022 à une diminution des quantités de solvants mises en jeu et à un traitement plus efficace des émissions, • la réalisation, depuis 2023, d'opérations de téflonnage de certains équipements comme les couvercles de seaux, permettant de limiter l'accroche des encres et par voie de conséquence la quantité de solvants de nettoyage et de chiffons utilisés. <p>Une attention particulière a également été portée sur le type de produits à l'origine des émissions de composés organiques volatils mis en œuvre sur site (194 références de ces produits sont utilisées sur le site entre les colles, les encres, les vernis, et les solvants de nettoyage). Tous sont clairement identifiés au sein du PGS, notamment par leur dénomination, leur consommation, le pourcentage de composés organiques volatils, la part des émissions à l'atmosphère, leurs mentions de danger. Trois références de produits utilisés présentent notamment des mentions de danger H351 sans pour autant comporter d'halogène.</p> <p>=> Ces éléments n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 14 : Conditions de stockage (rétentions)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 7.6.3.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de stockage (rétentions)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 100 % de la capacité du plus grand réservoir, • 50 % de la capacité des réservoirs associés. <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts, • dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, • dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
<p>Constats :</p> <p>Au niveau de la voie pompier située entre le bâtiment de production et le bâtiment de stockage des encres et de l'atelier "Dosing" sont stockées 5 contenants métalliques d'encre, 6 palettes de</p>

<p>réipients d'encre de 20 litres chacun, 15 GRV de colles diverses (résines et durcisseur) correspondant à la livraison du jour.</p> <p>L'échange avec l'exploitant a permis de confirmer que ces stockages, bien que temporaires, sont issus d'opérations de livraison renouvelées quotidiennement. La présence de GRV de colles, de palettes de réipients de 20 litres et de contenants métalliques d'encres diverses, est donc, dans des proportions variables, pérenne.</p> <p>=> Les produits entreposés quotidiennement dans l'allée de circulation située entre le bâtiment de production et le bâtiment de stockage des encres et de l'atelier "Dosing" ne sont pas associés à une capacité de rétention.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 15 : Circulation / Voie pompiers

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 7.3.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Circulation / Voie pompiers</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.</p> <p>Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins de services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Au niveau de la voie pompier située entre le bâtiment de production et le bâtiment de stockage des encres et de l'atelier "Dosing" sont stockées 5 contenants métalliques d'encre, 6 palettes de réipients d'encre de 20 litres chacun, 15 GRV de colles diverses (résines et durcisseur) correspondant à la livraison du jour.</p> <p>L'échange avec l'exploitant a permis de confirmer que ces stockages, bien que temporaires, sont issus d'opérations de livraison renouvelées quotidiennement. La présence de GRV de colles, de palettes de réipients de 20 litres et de contenants métalliques d'encres diverses, est donc, dans des proportions variables, pérenne.</p> <p>La voie pompier, bien que signalée comme telle sur toute sa longueur par plusieurs panneaux de signalisations, est encombrée chaque jour au moins durant la matinée et perd sa vocation.</p> <p>=> La voie pompier située entre le bâtiment de production et le bâtiment de stockage des encres et de l'atelier "Dosing" est encombrée par les produits entreposés issus des livraisons quotidiennes.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 16 : Clôture de l'établissement / Accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 7.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Clôture de l'établissement / Accès
Prescription contrôlée :
L'ensemble des installations est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.
Constats :
Il a été constaté l'absence de clôture en limite de propriété, sur une quarantaine de mètres, du côté de l'ESAT "Les Tissandiers", entre l'incinérateur et la réserve incendie de la société OREP PACKAGING. => L'établissement n'est pas clôturé sur toute sa périphérie (sur une quarantaine de mètres, du côté de l'ESAT "Les Tissandiers", entre l'incinérateur et la réserve incendie de la société OREP PACKAGING).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours